

**GSK = des millions  
d'euros d'aides  
POUR LICENCIER !**

**patrons-voyous  
RENDEZ-NOUS  
L'ARGENT  
PUBLIC!**



**en hausse de 30% !**

**Et licenciement** de 600 salariés en intérim ou CDD + 700 salariés en CDI et cela continue : plus de 50 licenciements dans le personnel administratif auxquels s'ajoutent les visiteurs médicaux licenciés en novembre .

## **RESTITUTION DE L'ARGENT PUBLIC !**

→ Nous exigeons que GSK rembourse toutes les aides accordées au nom de l'emploi.

→ Nous demandons au Maire d'Evreux, au Président du Conseil général, au président du Conseil régional qu'ils rendent public la totalité des aides accordées à GSK depuis 40 ans.

→ Nous demandons à tous ces élus qu'ils exigent de la direction de GSK la restitution de tout cet argent public accordé abusivement.

Pour nous contacter : [npa-27@hotmail.fr](mailto:npa-27@hotmail.fr)

Site national : [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

Site départemental : <http://bulletindestravailleurs.over-blog.com/>

## **Signez la pétition du NPA**

**Glaxo- Smith-Kline Evreux : Un Scandale avec nos impôts !**

**Aides publiques reçues par GSK en 1999** : 914.000 euros du Conseil Général - Un Million d'euros du Conseil Régional et 304.000 euros de la Municipalité d'Evreux )

**En 2009 : un terrain de 6.000 m2** pour la somme de 2.500 euros en 2009, juste après les licenciements !

**Bénéfice net de l'entreprise : 1, 5 milliard au 3ème trimestre 2009,**



## **Comité d'Evreux du Nouveau Parti Anticapitaliste**

Pour nous contacter : [npa-27@hotmail.fr](mailto:npa-27@hotmail.fr)

Tel : 06 88 16 08 65

**JANVIER 2010**

## **Champredon, franchement à gauche?**

Michel Champredon n'a pas supporté d'être mis en forte minorité dans sa volonté d'imposer un nouvel impôt frappant les ménages lors du dernier Conseil d'agglomération (45 élus contre 29 pour). Il sanctionne les adjoints du PC en leur retirant leur délégation parce qu'ils ont ouvertement appelé à voter contre.

Les méthodes et la politique du maire Champredon passent mal dans l'agglomération et dans la ville d'Evreux: c'est la première grande crise de la majorité de gauche plurielle depuis 2008. Pour le NPA cette affaire est une nouvelle illustration de la politique sociale-libérale que Champredon assume: indemnités maximum pour les adjoints, destruction du logement social à la Madeleine, déni de démocratie et autoritarisme, mépris pour les employés municipaux, accompagnement du plan de licenciements chez Glaxo avec aides publiques, application de la loi Sarkozy sur le service minimum dans les écoles, poursuite du scandale de la zone franche, dépollution des friches industrielles confiée aux intérêts privés,...

Sur toutes ces questions les élus du PCF avaient voté en soutien au Maire. Aujourd'hui Champredon exige des élus qu'ils votent tous les budgets, sans état d'âme, jusqu'à la fin du mandat. Exigence inadmissible ! Pour l'instant ces élus PCF persistent et signent mais ils ont jusqu'à un passé récent avalé beaucoup de couleuvres au nom de la loyauté...

**Pour le NPA il est hors de question d'accepter les dictats du maire et sa politique sociale-libérale : une politique qui tourne le dos aux besoins et aux intérêts de la population.**

**Sanofi-Pasteur à Val de Reuil :**

## **Une grève exemplaire sur les salaires**

**Sanofi-Pasteur c'est 8 milliards d'€ de bénéfices en 2008 et 9 milliards attendus en 2009. Les patrons ont prévu une hausse de moins de 1% pour les salariés, eux qui ont produit les bénéfices !  
Et en plus la direction a supprimé 3000 emplois rien qu'en France !**

Après une semaine de grève avant Noël à Val de Reuil, le mouvement a repris le 4 janvier pour les 150 € pour tous mini, la direction étant seulement passée de 1,2% d'augmentation à 40€ mini. La grève est repartie sur les gros sites de production de vaccins de Marcy-l'Etoile (Rhône, 3000 salariés) et de Val de Reuil (Eure, 1800 salariés), avec piquet 24h sur 24 et blocage des expéditions non urgentes.

A Val de Reuil, après 10 jours de grève en janvier les salariés ont repris le travail dans l'amertume. En effet la direction n'a pas cédé, elle ne propose que 46,5€ brut, et pas d'extension de la prime H1N1. L'embauche de 50 personnes acquise n'est pas suffisante pour clamer victoire.

Pour gagner sur les 150 euros pour tous, il aurait fallu coordonner la grève sur l'ensemble des usines du groupe : l'union fait la force ! Pour les travailleurs de Sanofi ce mouvement leur apporte une grande expérience utile pour les combats futurs contre les restructurations et les licenciements prévisibles.

### **Le Président socialiste du Conseil général contesté par le personnel**

Ambiance houleuse pendant la cérémonie des vœux aux personnels du Département. Les organisations syndicales ont manifesté pour protester contre la baisse des primes des agents territoriaux décidée par le président du Conseil général. Jean Louis Destans, en colère, a non seulement refusé de prononcer son discours mais a aussi quitté le hall de l'hôtel du Département où étaient réunis une centaine d'agents.

Une décision que les syndicats ont eu du mal à admettre car prise sans communication préalable avec les partenaires sociaux et le personnel à seulement trois semaines de la remise officielle. **Cette mesure, qui se solde par une baisse moyenne de 60 % des primes, touche surtout les agents de catégorie C, c'est-à-dire les bas salaires.** « C'est comme ça qu'on reconnaît le travail des agents, dans une administration gérée par des socialistes ! » commente un travailleur.

### **Fonction publique : TOUS en GREVE le 21 janvier**

**Manifestation 14H30 Préfecture EVREUX**

A l'appel de la CGT, FSU et Solidaires

100 000 suppressions d'emplois depuis 2007 dans la Fonction Publique !

## ***Contre les licenciements organisés par les patrons-voyous!***

La lutte des salariés contre les licenciements et délocalisations continuent malgré marqué l'absence totale d'action syndicale nationale sur la question de l'emploi.

**Ainsi à M-Real, au Val de Reuil**, les travailleurs se battent contre les licenciements et la délocalisation de leur usine. Ils ont le soutien de la population avec **Le Collectif pour le maintien et le développement de l'emploi à M-Real**. Il est soutenu par la CGT, CFE CGC, FILPAC et les partis NPA, PCF, PS, MRC, PRG, les Verts et des élus des communes environnantes.

**Ainsi les salariés de Philips-EGP à Dreux** qui luttent contre la fermeture de leur entreprise organisée par les patrons qui délocalisent. Après plusieurs manifestations ils ont décidé, à l'appel de la CGT, de reprendre la production des téléviseurs à leur compte en montrant que des travailleurs peuvent se passer de patrons !

**Ainsi les salariés de Continental à Amiens** qui eux aussi se battent contre la fermeture de leur entreprise et la répression patronale : ils exigent la relaxe de six ouvriers de Continental, jugés en appel pour avoir soit-disant « saccagé » la sous-préfecture de Compiègne. **Comme si la violence ne vient pas des patrons qui jettent à la rue des centaines de milliers de travailleurs partout en France !**

Une condamnation des 6 ouvriers de Continental serait une défaite pour l'ensemble du mouvement syndical ouvrier. Il est urgent de coordonner toutes ces entreprises en lutte contre les licenciements organisés par les patrons-voyous pour éviter une défaite des salariés, boîte par boîte. C'est le devoir des confédérations syndicales.

### **Pour prendre contact:**

Envoyez vos coordonnées à [npa-27@hotmail.fr](mailto:npa-27@hotmail.fr)

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

adresse : \_\_\_\_\_

Tel : \_\_\_\_\_ Mail : \_\_\_\_\_

Tel: 06 88 16 08 65

Adresse : NPA-27, 43 rue St Jean, 27400 LOUVIERS

**Sans attendre  
cordonnons nos  
luttés pour obtenir  
l'INTERDICTION  
DES  
LICENCIEMENTS  
seule mesure qui  
peut arrêter la  
destruction des**

**emplois et redonner confiance aux travailleurs.**